

Une expérience de développement au Maharashtra

Association Guy-Poitevin – Inde-Mayenne

« Favoriser la citoyenneté et non la compassion »

En janvier 2006, *La Lettre du CEAS* présentait l'association Guy-Poitevin – Inde-Mayenne (GPIM) et son action. Cette première rencontre avec Jean-Marie Poitevin (frère de Guy), Alain Viot et Joseph Louapre, membres du bureau, avait conduit le CEAS à reprendre contact avec GPIM lors d'une expérimentation menée par Culture et Promotion sur le développement de liens entre les secteurs de l'éducation populaire et de la solidarité internationale. C'est à cette occasion que Jean-Marie Poitevin, président de GPIM, a proposé au CEAS de l'accompagner durant un voyage en Inde pour y découvrir l'action de terrain de l'association. Une chargée de mission du CEAS, Delphine Pemptroad, s'est donc envolée pour l'Inde...



Guy Poitevin (1934-2004)

Crée en 2004, l'association GPIM a officiellement été déclarée en février 2005. Son nom rappelle la mémoire de Guy Poitevin, originaire de Bierné, né en 1934 et décédé en 2004 à l'âge de 70 ans. Guy Poitevin a passé une bonne partie de sa vie en Inde, comme chercheur et comme homme d'action, au service des plus démunis.

Tels que parus au *Journal officiel*, les buts de l'association sont de :

- ♦ Faciliter les échanges entre la France et l'Inde en matière de promotion des droits de l'Homme.
- ♦ Réaliser des rencontres pour développer la conscientisation et l'éducation aux droits de

l'Homme.

- ♦ Sensibiliser la société civile mayennaise à ces problèmes, en liaison avec le réseau des autres organisations de solidarité internationale.
- ♦ Soutenir financièrement l'association VCDA⁽¹⁾ de Pune⁽²⁾ (Inde).

L'association est née de la rencontre de responsables politiques et associatifs de la Mayenne avec Guy Poitevin. Celui-ci a vécu environ trente ans en Inde où il a travaillé à différentes actions et projets de développement avec les « laissés-pour-compte »⁽³⁾.

L'association GPIM souhaite soutenir les projets et en assurer la continuité avec les partenaires et acteurs qui ont travaillé avec Guy Poitevin, et en particulier son épouse, Hema Raikar.



Localisation de la ville de Pune, en Inde.

Guy Poitevin, un Indien mayennais

Guy Poitevin a très peu vécu en Mayenne. Il entre au séminaire (Laval, Rome) pour devenir prêtre et obtient une licence de philosophie (Sorbonne, Paris) et de théologie (Rome). Il enseigne alors la philosophie pendant douze ans, de 1958 à 1970, à Sées, puis au Mans... Son premier contact avec l'Inde remonte à 1967. Il découvre la société, la culture et l'histoire indiennes à l'occasion d'un séjour d'un mois dans une famille de Pune. De retour, il étudie le sanskrit, et le marathi (langue locale).

(1) – Village Community Development Association (Association pour le développement communautaire des villages). Site : <http://www.vcda.ws>

(2) – Ville d'environ 2,5 millions d'habitants, dans l'État de Maharashtra (capitale : Bombay).

(3) – En Inde, les « laissés-pour-compte » sont les pauvres, les gens en difficulté, les opprimés.

Le système des castes

Le système des castes divise la société indienne de façon héréditaire en groupes fondés sur l'ethnie, la profession ou d'autres critères. Malgré leur interdiction par la Constitution de 1950, le monde indien connaît un système de castes ancien et toujours prégnant. Il est constitué par :

- ◆ les brahmanes : les prêtres, enseignants et professeurs ;
- ◆ les kshatriya : les nobles et les guerriers ;
- ◆ les vaishya : les artisans, commerçants, hommes d'affaires, agriculteurs et berger ;
- ◆ Les shudra : les artisans et serviteurs.

À côté de ces quatre castes supérieures, censées maintenir la pureté rituelle et corporelle, existent les intouchables et les hors-caste.

Après d'autres courts séjours, il s'installe à Pune en 1972. Il acquiert la nationalité indienne. En 1978, il épouse Hema Raikar, économiste et féministe issue d'une famille brahmane, et soutient une thèse à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Elle s'appuie sur une étude de terrain auprès d'étudiants issus de milieux défavorisés.

Deux associations porteuses de conscientisation et d'auto-organisation

Guy Poitevin est à l'origine de la création de deux associations qui s'articulent parfaitement entre elles. Ainsi, en 1978, avec des collaborateurs et amis, il crée l'Association pour le développement communautaire des villages (VCDA). Il s'agit d'encourager et de faciliter les essais de conscientisation socioculturelle et d'auto-organisation dans les zones rurales éloignées, auprès des laissés-pour-compte, afin d'explorer des voies possibles d'intervention sociale.

VCDA travaille en partenariat avec une association informelle : « L'Association des pauvres de la montagne ». Elle a pour objectif d'organiser des parcours de formation pour des animateurs locaux volontaires, et également de soutenir l'animation du réseau des animateurs vivant dans leur village.

Plus globalement, il s'agit de ne pas arriver avec des solutions toutes faites, mais d'aider les populations à prendre conscience de leurs problèmes et à se demander ce qu'il est possible de faire. Pour Guy Poitevin, faire du développement n'est possible que si les populations ont conscience du milieu dans lequel elles vivent.

C'est notamment là qu'un soutien financier est nécessaire. L'idée est de former des animateurs de

village, mais qui ne sont pas des professionnels. Ce sont des bénévoles, paysans et paysannes pour la plupart. VCDA est donc, entre autres, un centre de formation pour des animateurs bénévoles du pays, qui y resteront et qui, avec leur formation, mettront en place des actions pour faire bouger et progresser la vie dans leur village.

En 1980, avec le soutien local de chercheurs, Guy Poitevin crée le Centre coopératif de recherches en sciences sociales (CCRSS) ⁽⁴⁾. Son principal objectif est d'éclairer les processus de changement et de développement sociaux. C'est d'abord un laboratoire d'idées pour alimenter le centre de formation. C'est plus officiellement une structure de recherche universitaire de forme coopérative associant des universitaires, des chercheurs et des militants de diverses nationalités.

Le CCRSS souhaite étudier la condition des populations « marginales » (intouchables, basses castes, tribaux ⁽⁵⁾...) sous l'angle sociologique ou philosophique. Il cherche à mieux comprendre leurs conditions de vie, leurs démarches de libération dans la société indienne d'aujourd'hui. Il élabore notamment des outils théoriques et pratiques sur le thème « sortir de la sujétion » : auto-apprentissage, prise de parole des opprimés, culture, communication et pouvoir...

La formation des animateurs

La méthode de formation des animateurs s'inspire du pédagogue brésilien Paolo Freire. Elle s'appuie sur des ateliers d'auto-éducation : des groupes de vingt-cinq participants qui se retrouvent au cours de neuf sessions de six jours chacune, espacées de deux ou trois mois. Il s'agit d'une formation « sur le tas », s'appuyant sur l'expérience de chaque participant. Le terme d'« atelier » se réfère à l'aspect d'initiation et d'apprentissage pratiques en opposition aux formations purement théoriques.

Au fil des années, VCDA a formé des groupes d'action composés de villageois(es) de tous âges, castes, milieux sociaux et religions. Il existe aujourd'hui une quinzaine de ces équipes locales de base, chacune au centre d'un territoire de quinze à vingt villages et hameaux. Elles sont connues et agissent collectivement au nom de l'Association des pauvres de la montagne. Leur méthode d'action est bien la démocratie directe ou citoyenne : c'est une action de villageois(es) assurant collectivement la responsabilité du développement de leurs villages. Leur action, leur utilité sera très largement vérifiée lors du séjour en Inde.

⁽⁴⁾ – Site : <http://ccrss.ws>

⁽⁵⁾ – Hors caste, sans statut social, les tribaux n'ont donc aucun accès aux différents droits sociaux. Ils n'existent pas pour l'administration indienne. Autrefois, ils vivaient pour la plupart en zone forestière. Souhaitant gérer davantage de parcs naturels, l'État les a expulsés. VCDA les aide à obtenir une reconnaissance. Ainsi, certaines tribus ont accédé aux quotas dans l'éducation, à une carte d'emploi public, à une carte alimentaire, à une aide à la construction...

Journal de bord d'une chargée de mission du CEAS

Quinze jours pour découvrir le travail de terrain

L'expérimentation, menée par le CEAS, avec le réseau Culture et Promotion, sur les liens possibles entre associations d'éducation populaire et de solidarité internationale, nous avait permis de mettre en avant quelques facteurs de réussite d'une action « là-bas » portée par une association « ici » : mettre la personne au centre du développement ; ne pas arriver avec des solutions à plaquer, mais aider les populations à prendre conscience de leurs problèmes et à se demander ce qu'il est possible de réaliser ; faire prendre conscience aux personnes d'ici et là-bas du danger du mot « don »... L'association GPIM répond en tous points à ces critères.



Delphine Pemptroad,
chargée de mission au
CEAS.

En fait, elle accorde une grande importance au développement humain en mettant les populations locales au centre de son projet. Cependant, l'action de conscientisation n'est pas toujours aisée à expliquer. Jean-Marie Poitevin nous disait justement avant le départ : « *Nous ne donnons et ne construisons rien. Les financeurs ont des difficultés à comprendre le sens de notre action : favoriser la prise de conscience démocratique et citoyenne grâce à la formation* ». Ce voyage, et notamment la parti-

cipation de deux élus politiques, devaient réussir à éclaircir la situation et faciliter la compréhension de l'action. La volonté de l'association était également d'y associer des acteurs comme le CEAS afin qu'ils puissent découvrir le travail de terrain et y porter un œil critique. L'objectif final était d'évaluer conjointement l'action et d'en rendre plus facilement compte. Ce journal de bord a vocation à y concourir.

Paris, déjà partie...



9h, j'arrive dans les locaux de Culture et Promotion⁽¹⁾ pour suivre une formation sur le thème des discriminations.

Mon entrée avec un énorme sac à dos ne passe pas inaperçue. Tous les collègues aimeraient m'accompagner. C'est vrai, c'est une véritable chance de partir en Inde par le biais de son travail. D'ailleurs, cela fait plusieurs semaines que

j'entends des commentaires du type : « *L'Inde, on en revient changé* » ; « *Ça ne laisse pas indifférent* » ; « *C'est vraiment étonnant comme pays* ».

Mais aussi : « *Si on m'avait donné un billet de retour trois jours après mon arrivée, je serais rentré en France* »... Bref, maintenant, faut se lancer.

Une délégation de sept, puis huit personnes, dont deux élus



Je suis la première arrivée en salle d'embarquement. J'attends le reste du groupe, soit six personnes que je ne connais pas ou peu : Jean-Marc Allain, maire de Gorron et conseiller général de la Mayenne ; Bernard Bel, chercheur au CNRS⁽²⁾, membre de l'association GPIM ; Christine Durieux, jeune retraitée de l'enseignement, adhérente du CEAS ; Danielle et Marcel Mothais, agriculteurs, membres de GPIM ; et enfin Jean-Marie Poitevin,

frère de Guy Poitevin et président de GPIM.

Patricia Cereijo, conseillère régionale chargée de la coopération internationale et adjointe au maire de La Roche-sur-Yon, nous rejoindra plus tard, directement en Inde.

Une fois réunis, il est déjà l'heure d'embarquer pour un long voyage qui fera escale à Bahreïn, l'occasion de se connaître davantage.

⁽¹⁾ – Association nationale dont le CEAS est membre.

⁽²⁾ – Centre national de la recherche scientifique.



Arrivée à Bombay, État du Maharashtra : premiers éléments de culture

Arrivée tôt le jeudi matin. Il fait déjà chaud. Nous sommes accueillis par le neveu d'Hema Raikar. Quatre heures de route nous attendent jusqu'à Pune.

Ce voyage va nous permettre de découvrir Bombay, mégalopole de plus de 16 millions d'habitants. Nous sommes encore en pleine nuit et, pourtant, des échoppes sont ouvertes. Des personnes se baladent. Des chiens errent sur la route.

C'est aussi notre première expérience de la route indienne. Il faut avoir confiance et surtout connaître les codes de conduite qui s'éloignent très sensiblement des nôtres.

C'est à ce moment que nous apercevons, pour la première fois, des bidonvilles. La plupart d'entre nous n'ont jamais voyagé en Inde ; alors, malgré la fatigue, les yeux resteront grand ouverts.

En début de matinée, nous arrivons chez Hema Raikar, présidente de VCDA, dont la maison est aussi le siège de l'association. Nous sommes fatigués mais heureux de rencontrer enfin Hema Raikar. C'est l'occasion de prendre le premier déjeuner indien : un très bon souvenir.



Repas traditionnel du Maharashtra.

En attendant le premier intervenant, Bernard Bel nous parle du pays et nous transmet les premiers éléments à intégrer pour mieux appréhender l'Inde. Il évoque d'abord l'hindouisme et le système des castes, toujours important en Inde malgré des évolutions.

Ensuite, nous l'interpellons sur quelque chose qui nous a fortement étonnés : entre Bombay et Pune, nous avons aperçu, à plusieurs reprises, ce que nous prenons pour des croix gammées, peintes sur les camions. Nous apprenons qu'en

Inde, c'est un symbole hindou de prospérité ⁽³⁾. Cependant, Bernard Bel nous rappelle qu'Hitler souhaitait établir des liens très forts avec les hindous. Aujourd'hui encore, ses idées subsistent. Il n'est pas rare de croiser chez les libraires un exemplaire de *Mein Kampf* à côté du *Da Vinci Code*.

Enfin, il revient sur l'action de VCDA. Elle se base sur les principes de « conscientisation », d'éducation et de démocratie participative ascendante, contrairement aux ONG ⁽⁵⁾, selon lui, qui sont davantage dans une logique de démocratie participative descendante.

Une « *multitude de climats et de sols* »

M. Rath, ancien enseignant d'économie, membre du conseil d'administration du CCRSS, présente, dans un exposé, l'Inde agricole. Il nous précise tout d'abord que c'est un pays qui compte une « *multitude de climats et de sols* ».

Au sud-ouest du pays, en parallèle à la côte, à environ 2 000 m à l'est, apparaît une chaîne de montagnes. Cette région est relativement pluvieuse. Puis, plus on va vers l'est, moins il y a de pluies et ce jusqu'aux chemins de la mousson. Dans les montagnes, on cultive des fruits comme les mangues par exemple... Derrière la montagne, sur le plat, on trouve du riz et, plus à l'est, du millet. Et encore plus à l'est, du coton et de l'arachide et, plus récemment, de la canne à sucre.

Avant l'Indépendance, la terre était cultivée par des fermiers qui n'étaient pas propriétaires et payaient un loyer. Ce système est aboli, en 1947, après l'Indépendance. Les propriétaires perdent ainsi leurs avantages et la terre est donnée aux cultivateurs. Cependant, depuis, lors des héritages, les terrains sont divisés entre les fils qui les divisent entre leurs propres fils et ainsi de suite... Les terres deviennent donc de plus en plus petites. Pour enrayer la division des terres, le gouver-



Bernard Bel, Delphine Pemptroad, Marcel Mothais, Jean-Marc Allain, Hema Raikar, Jean-Marie Poitevin et Christine Durieux écoutent l'exposé de M. Rath.

⁽³⁾ – La svastika, symbole religieux hindou en forme de croix gammée, a des branches horizontales orientées différemment de la croix nazie.

⁽⁵⁾ – ONG : organisations non gouvernementales.

nement les a récemment redistribuées, mais les parcelles sont limitées et correspondent à environ 1 000 m² par personne, soit de quoi construire une maison. Aujourd'hui, 75 % des agriculteurs cultivent moins d'un hectare et d'ici quinze ans, ce taux devrait atteindre 95 %.

Cette superficie suffit, quand elle est irriguée, à faire vivre une famille, c'est-à-dire la nourrir, couvrir les dépenses de santé et d'habillement, mais pas à financer le coût relatif à l'éducation des enfants. Les besoins d'habillement ont fortement augmenté sous la pression sociale et la mondialisation. Cela devient une nécessité imposée par la société. Aujourd'hui, une famille dépense plus pour l'habillement que pour la nourriture. On note le même phénomène pour le tabac... Selon une enquête, une personne absorberait 1 200 calories par jour dans les villages tribaux (1 600 dans les autres villages), loin des 2 400 calories nécessaires en moyenne.

Par ailleurs, attirés par les promesses de rentabilité des cultures OGM⁽⁶⁾, les agriculteurs abandonnent l'agriculture de subsistance et la rotation

des cultures. Cependant, les semences, l'engrais et l'insecticide sont très chers et quand la pluie se fait rare, tout est perdu. Les paysans s'endettent rapidement. Le taux de suicides est important dans les régions non irriguées. Beaucoup sont aujourd'hui prêts à arrêter l'agriculture car, selon eux, elle devient trop risquée. Cependant, environ 60 % des Indiens sont agriculteurs. S'ils arrêtent, que vont-ils faire ? L'industrie ne pourra pas tous les absorber.

Une des solutions, selon M. Rath, serait de réformer l'agriculture et de développer la formation professionnelle dans les zones rurales. Les artisans manquent (plombier...). Cependant, l'État privilégié les cursus généraux. Un mouvement d'agriculture biologique se développe également, mais il reste marginal et ne semble pas pouvoir se généraliser. Il ne permettra pas l'autoproduction car la société indienne croît trop vite. Une autre solution serait de développer la recherche publique et les nouvelles semences pour contrer Monsanto (leader mondial des OGM). Cela sera compliqué car il existe déjà un lobby des agriculteurs, ceux auxquels le passage aux cultures OGM rapporte.



Pabal et son atelier d'autoformation des animateurs : la réunion débute... en chansons

Lorsque nous arrivons à Pabal, les animateurs sont dans la ville depuis plusieurs jours. Ils sont une trentaine et font parfois jusqu'à 900 km pour participer à ces journées d'autoformation. Nous rencontrons ce jour-là un chauffeur routier qui, avec l'appui de Guy Poitevin, a créé un syndicat pour lutter contre les conditions de travail (24 heures consécutives de conduite, faiblesse des revenus...). Nous rencontrons aussi une personne issue de la société tribale qui travaille aujourd'hui dans une association luttant pour les droits des tribaux. Puis nous faisons la connaissance d'une femme à qui l'association a permis de s'ouvrir, de sortir de sa condition d'opprimée et de se présenter aux élections municipales...

La réunion débute. Un des animateurs entonne une chanson qu'il a écrite. Le refrain est repris en choeur par l'ensemble des participants. A tour de rôle et pour chaque rencontre, les animateurs créent des chansons sur des thèmes de société, des problèmes qui les concernent, des sujets brûlants... C'est une méthode utilisée pour faciliter la prise de parole en public et permettre à chacun de s'exprimer.

Durant l'atelier, la réflexion tourne autour de cette idée : le gouvernement local est la base de la démocratie. Les animateurs tentent d'analyser



Notre arrivée à Pabal.

comment, avec leur méthodologie, ils peuvent dépasser les difficultés et renforcer le pouvoir local. Les débats sont centrés autour de trois questions : pourquoi est-ce la base de la démocratie ? Que fait-on pour augmenter ce pouvoir ? Quelles difficultés rencontre-t-on et comment y fait-on face ?

D'un point de vue méthodologique, les débats se déroulent de la façon suivante : une première personne fait un point sur les expérimentations réalisées dans sa région. Les autres animateurs lui posent des questions et tous peuvent enrichir le débat. Un animateur, désigné comme le meneur du groupe, distribue la parole et fait participer un maximum de personnes. Les animateurs analysent

⁽⁶⁾ – Organismes génétiquement modifiés.



Les animateurs à l'atelier d'autoformation.

les processus à Pabal et les expérimentent ensuite dans leur région avec des groupes de l'Association des pauvres de la montagne. Quelques mois plus tard, ils reviennent à Pabal pour exposer les résultats obtenus. Et ainsi de suite. La transmission est essentiellement orale car beaucoup de personnes sont encore illétrées.

Les animateurs ont pour rôle d'initier la réflexion dans leur village et d'éveiller les consciences. Ils tentent de faire comprendre aux habitants que la démocratie n'est pas que l'affaire des politiques mais aussi du peuple. Selon les textes législatifs, le conseil de village (l'équivalent de notre conseil municipal) doit se réunir au minimum quatre fois par an et il est ouvert à tous. Cependant, lors des réunions, ce sont toujours les mêmes personnes qui s'expriment : celles qui sont au pouvoir et les plus aisées... Les animateurs y participent et osent poser des questions. Ils portent également la voix



Les enfants participent également aux ateliers.

des habitants les plus pauvres. Ils les amènent surtout à s'exprimer à travers le théâtre et le chant.

Les interventions des plus aisés et parfois de l'administration, la crainte et l'ignorance des populations par rapport aux lois sont les principales difficultés rencontrées par les animateurs. Pour combattre les réticences, les animateurs encouragent les villageois à s'exprimer, entre eux dans un premier temps, puis plus tard face aux élus.

Le centre de Pabal est également une « maison de fillettes », une sorte de pensionnat. Aidées des animatrices, les petites filles créent, tout comme les adultes, des chants et des saynètes de théâtre sur des thèmes comme l'égalité hommes/femmes par exemple. En début de soirée, elles nous font une démonstration. « *Elles n'ont pas une éducation stricte mais une éducation informelle* », nous précise l'une des encadrantes.



M. Bhai Vaidya, ancien ministre de l'Intérieur du Maharashtra (1978-1988) : deux menaces de crise politique

Ce matin, nous restons au siège social de l'association, chez Hema Raikar. Nous accueillons Bhai Vaidya, ancien ministre de l'Intérieur du Maharashtra. Il nous dresse un tableau de la situation politique actuelle. Selon lui, l'Inde vit une période de crise. Il y voit deux causes principales : l'accord sur le nucléaire civil possible entre l'Inde et les États-Unis ; la construction d'un canal entre l'Inde et le Sri Lanka.

La première raison de la crise politique est donc liée à l'accord sur le nucléaire civil qui pourrait être signé entre l'Inde et les États-Unis. Les deux partis de gauche y sont opposés. La gauche craint qu'avec cet accord, l'Inde doive se rapprocher des États-Unis et perdre ainsi sa souveraineté. De plus, la gauche est traditionnellement anti-américaine et craint leur suprématie économique et stratégique. Cependant, il existe actuellement des divergences au sein de la gauche. Certains pensent que l'Inde doit aujourd'hui acquérir l'énergie nucléaire. Les partis de gauche vont bientôt se

mettre d'accord sur la stratégie à adopter mais il est clair que s'ils retirent leur soutien au gouvernement, cela provoquera des élections anticipées. M. Bhai Vaidya pense que, probablement, ils vont suivre le gouvernement en soutenant le fait qu'il s'agit du nucléaire civil et pas de l'arme nucléaire. Cependant, le doute subsiste.

Depuis notre séjour, le gouvernement a confirmé qu'il signerait l'accord pour un partenariat nucléaire avec les États-Unis. En juillet dernier, les partis communistes ont donc quitté la coalition soutenant le gouvernement indien en signe de désaccord. Ils fragilisent ainsi le Parti du congrès qui doit trouver de nouveaux soutiens et compte notamment sur des partis régionaux. Cette action a eu pour conséquence de retarder le calendrier de travail.

La deuxième crise provient du projet de construction d'un canal entre l'Inde et le Sri Lanka. Le détroit qui sépare les deux pays n'est pas assez

profond pour laisser passer les bateaux. Ceux-ci sont donc obligés de faire le tour du Sri Lanka, soit un détour de 780 km. Ils gagneraient jusqu'à trente heures de navigation avec le canal. Cependant, à cet endroit précis, il existerait un mur tiré d'une mythologie. L'histoire dit que Ravana, le roi du Sri Lanka, a enlevé Sita, la femme de Ram, celui-ci étant une incarnation divine chez les hindous. Ram est donc descendu à la pointe sud de l'Inde et a construit un pont entre les deux pays pour sauver sa femme. Ce pont, qui existe réellement, est donc aujourd'hui sacré. Et le parti du peuple indien (Bharatiya Janata Party), parti des nationalistes hindous, s'appuie sur cette mythologie pour empêcher la construction du canal. On constate que la mythologie exerce encore un poids énorme sur les projets économiques et politiques du pays... Quelles seront les suites données à ces deux crises ? Seul le temps nous le dira.

Selon M. Bhai Vaidya, le parti actuellement au pouvoir est favorable à la mondialisation et suit les directives du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Le gouvernement serait de type blayriste. Pour lui, la locomotive du développement est l'industrie. Le pouvoir y alloue d'ailleurs beaucoup de moyens au détriment de l'agriculture. Les industriels cherchent à racheter les terres agricoles. Or, actuellement, environ 60 % des Indiens sont paysans et 70 % se nourrissent de leur propre production.

L'objectif du gouvernement serait de créer 450 zones économiques spéciales d'au moins 5 000 hectares. Elles ne seront pas soumises au code du travail et les municipalités locales n'auront pas droit de regard. Les paysans sans terre devront quitter la région car l'agriculture retenue sera intensive, nécessitant peu de main d'œuvre. Celle-ci risque d'être à l'origine de beaucoup de pauvreté.

Foyer de fillettes à Ajiwali : une symbolique dans les chansons



Après plusieurs heures de voiture, nous arrivons à Ajiwali. Ce village accueille, au sein d'un foyer, dix fillettes de 8 à 14 ans qui vivent ici une grande partie de l'année. Elles sont originaires des villages des montagnes alentour, où elles n'avaient pas accès à l'école. Généralement, elles sont issues de familles de bergers et de castes défavorisées. En journée, elles vont à l'école du village et, le soir, reçoivent une éducation informelle au foyer à partir de chants, de danses, de théâtre...

Les fillettes entonnent des chants de leur propre création. L'une de ces chansons raconte l'histoire d'une jeune femme qui pleure car elle quitte son village pour vivre en ville. Ses amies lui disent qu'elle a de la chance car elle va regarder la télévision, s'asseoir sur une chaise, manger beaucoup... Elle leur répond que c'est faux et, au contraire, elle va beaucoup travailler et gagner peu d'argent. Les fillettes abordent dans leurs textes

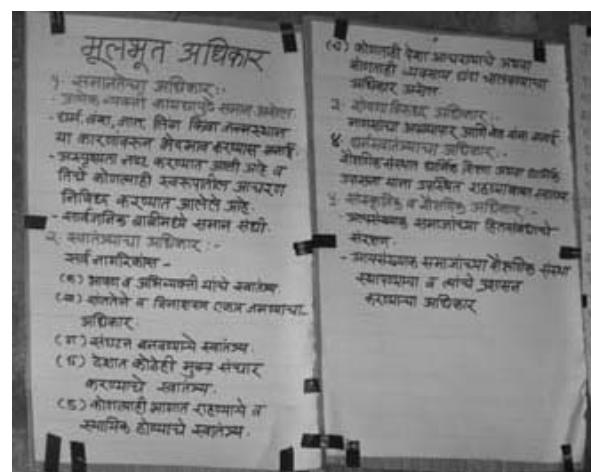


Accueil au foyer.

des sujets sensibles de l'actualité des paysans. Elles s'expriment beaucoup grâce à la symbolique. Quand elles évoquent, par exemple, la mobilisation des villageois contre les dangers de la ville, elles parlent d'une petite lampe à huile à laquelle il faut prêter attention pour qu'elle ne s'éteigne jamais car il y a beaucoup de noir autour...



Échanges en salle de classe. Le village se réunit.



Les articles de la Constitution indienne sont affichés dans le foyer.



Les fillettes chantent.

Un autre exemple, quand elles disent : « *Ne tuez pas le cerf pour récupérer son musc* », il faut l'interpréter comme : « *Ne courrez pas après le matérialisme, ne tuez pas la nature pour le matérialisme, ne laissez pas les intermédiaires piller nos ressources et les urbains acheter nos terres pour en faire des villas secondaires. Il faut sauver notre identité et nos villages. La vie proposée par la ville est un leurre. Nous travaillons durement et gagnons peu. Nous finissons par boire pour oublier notre condition... »* »

VCDA tente de faire prendre conscience aux



Le plafond de la salle de classe est constellé de dessins avec leur traduction en anglais.

villageois des manipulations des urbains et des risques de la vie en ville. D'ailleurs, suite à la représentation des fillettes, plusieurs villageois témoignent et nous expliquent comment ils ont entendu parler de l'association et ce qu'elle leur apporte. Bien souvent, face à des situations où ils se sentaient démunis, l'association leur a fait prendre conscience de leurs droits. Ils ont appris à se battre avec les outils administratifs et sans violence. Les témoignages évoquent les problèmes liés au divorce, au veuvage des femmes, à la propriété foncière, au partage des terres...



Centre de recherche agricole de Baramati : questions sans réponse

Accompagnés d'animateurs, nous visitions aujourd'hui le centre de recherche agricole de Baramati. Créé en 1971, il est géré par une association et se donne pour objectif de diffuser les résultats des recherches et de former les paysans aux nouvelles techniques de production. Le centre est financé par l'État. Chaque district indien (l'équivalent de nos régions) possède un centre de recherche agricole.

Nous sommes accueillis par la chargée de communication. Elle revient sur les activités du centre et nous donne de nombreux exemples : création d'espèces végétales et vente aux paysans ; formation et recherches ; test de la qualité des terres des paysans et conseil pour l'améliorer ; test de la qualité des plantes, de l'eau et des engrains ; production de médicaments biologiques ; formation à l'agriculture biologique ; production et vente de nouvelles sortes d'engrais ; échanges avec les associations locales pour apprendre à connaître toujours davantage les spécificités de l'agriculture locale ; conseil et appui des paysans par téléphone ou Internet...

Nous découvrons ensuite les locaux, les terres et les serres du centre. À ce jour, nous avons déjà visité plusieurs villages et ce centre ne semble pas répondre aux besoins premiers des paysans

rencontrés. Comment peuvent-ils apporter des réponses par Internet aux personnes qui ne savent ni lire, ni écrire ? Quelles actions engagent-ils en direction des villageois qui ne produisent que pour leur propre consommation ? Cette visite ne sera pas sans nous poser de questions qui resteront sans réponse...



Une pépinière de manguiers.



Conseil de village à Nirvangi : propriétaires et ouvriers d'accord pour stigmatiser un État jugé trop passif

Nous sommes aujourd'hui à Nirvangi, village d'environ 3 200 habitants. Un conseil de village est prévu et nous sommes invités à y participer. L'association décide de se réunir au préalable pour échanger avec les villageois. Plusieurs sujets liés à l'agriculture et plus particulièrement aux conditions de travail du secteur sont abordés. La plupart des habitants travaillent aux champs comme ouvriers. Les hommes gagnent en moyenne 50 roupies, les femmes moins car les employeurs estiment que leur travail est plus faiblement productif.

Un propriétaire terrien présent à la réunion intervient sur le sujet et conteste les propos. Le ton monte. Mais nous ne connaîtrons pas vraiment les revenus exacts des uns et des autres.

Le propriétaire est interpellé par des femmes présentes dans l'assemblée. Elles lui expliquent qu'elles ne gagnent pas suffisamment pour le travail effectué et surtout trop peu pour acheter ce dont elles ont besoin pour vivre et élever leurs enfants. Le propriétaire leur rétorque : « *À quelle heure vous arrivez le matin ? Combien d'heures travaillez-vous par jour ? Quelle est votre production ?* » Il ajoute qu'il a énormément de frais (les bœufs, les semences, l'eau) et qu'il lui est impossible de les payer davantage. Il leur demande également pourquoi, selon elles, ce sont toujours les propriétaires qui se suicident de désespoir et pas les ouvriers.

L'animateur de l'association reprend la parole et tente d'apaiser les débats. Le propriétaire et les ouvriers finissent par s'accorder sur un point : l'argent de la vente de la canne à sucre est versé trop tardivement au propriétaire. Celui-ci paye pourtant ses ouvriers en priorité. Les participants finissent par se mettre d'accord : les ouvriers ont leurs problèmes, le propriétaire les siens et la situation n'est simple pour aucun d'entre eux. Ils

finissent par rejeter la faute sur l'État qui, selon eux, est trop passif.

Suite à cette réunion, nous échangeons avec l'animateur de VCDA. Il nous rappelle son rôle. L'association ne souhaite pas lancer des querelles inutiles mais, au contraire, trouver des solutions aux problèmes de chacun. Selon lui, les acteurs concernés doivent échanger et s'unir pour faire pression auprès de l'État qui seul peut faire évoluer la situation.

Débute alors le conseil de village. Les élus locaux nous expliquent son objet et son fonctionnement. Il est en grande partie financé par l'État. Son rôle est notamment de gérer des commissions de travail comme, par exemple, le bien-être des femmes, des enfants, des hors-caste ; la scolarisation ; la prohibition de l'alcool ; les travaux publics... Il doit veiller à alimenter le village en eau pure. Dans ce village, l'État a permis, par exemple, la construction d'un puits. Le conseil de village veille également à ce que les villageois aient accès aux soins élémentaires de santé. Il génère ses propres fonds à travers l'existence d'une taxe et d'impôts sur la construction des maisons. Cet argent est ensuite utilisé pour des travaux et pour payer des agents d'entretien.

Le conseil de village anime en outre un nouveau programme lancé par le District : « Village sans dispute ». L'objet principal de ce programme est de régler les conflits opposant des villageois sans avoir recours à la justice. Le comité exécutif du conseil est composé de neuf personnes, trois femmes et six hommes, tous élus pour cinq ans à bulletins secrets (le tiers de femmes est imposé par l'État). Il existe également un quota réservé aux hors-caste.

La réunion s'achève sur des questions qui nous sont posées au sujet du fonctionnement de nos propres collectivités locales.



La réunion avec les villageois, en amont du conseil de village, s'improvise sous un arbre à l'abri du soleil. Il réunit hommes, femmes et enfants.



Les Pauvres de la montagne, à Raikar Bungalow : une école sans les murs

Ce jour-là, nous restons à Pune, au siège social de VCDA. Nous nous réunissons avec les animateurs de l'Association des pauvres de la montagne et tentons de comprendre le chemin qui les a conduits à s'investir.

L'un des plus anciens animateurs prend la parole. En 1980, les Pauvres de la montagne avaient créé une école sans mur. Il y est entré comme enseignant. Il venait d'une famille pauvre et avait étudié jusqu'à un niveau qui correspond au CE2 chez nous. Il est devenu instituteur pour l'école sans les murs. Le jour, il était enseignant et le soir, il discutait avec les villageois de leurs problèmes. Il était très intéressé car il avait connu les mêmes problèmes. Rapidement, s'est constitué un groupe de vingt-six instituteurs : le « groupe énergétique ». Ils ont créé un collectif d'enfants baptisé le « groupe de force des enfants ». Une fois adultes, ils devenaient, à leur tour, des éléments dynamisants de leur village.

Quand plusieurs villages se réunissaient pour parler des soucis que les villageois rencontraient, ils faisaient jusqu'à 35 à 40 km pour se réunir avec Guy Poitevin.

Les enseignants et les enfants se sont mis à faire du théâtre de rue et à passer de village en village. Cela plaisait beaucoup et les habitants participaient. Cela devenait du théâtre forum. De là sont nés des groupes de discussion. Trois problèmes étaient régulièrement abordés : l'eau potable, un bateau pour traverser le lac et la scolarisation des enfants. Des actions ont été réalisées et des solutions trouvées :

- ♦ L'eau potable : le « groupe » a creusé le sous-sol pour montrer que l'eau potable existait. Du coup, le gouvernement l'a aidé et a construit des puits.
- ♦ Un bateau pour traverser le lac : après plusieurs manifestations, ils ont obtenu un bateau qui leur permet de traverser le lac et d'amener, par exemple, un malade à l'hôpital beaucoup plus rapidement.
- ♦ La scolarisation des enfants : le gouvernement nommait des instituteurs de plaine en montagne. Non préparés à cette vie, ceux-ci ne venaient pas. Les villageois ont donc demandé que les instituteurs soient nommés parmi eux. Après quelques hésitations, le gouvernement a accepté et a permis à des villageois de passer leur diplôme. Conséquence : vingt-six instituteurs et seize écoles, tout comme aujourd'hui. Ils sont payés par le gouvernement.

Dans cette région, de nombreux villageois ont été déplacés en raison de la construction des barrages. Certains sont allés en plaine. D'autres sont restés sur place. Ceux de la plaine ont alors créé les



Début de réunion en chanson.

premières maisons de fillettes pour donner accès à la scolarisation de celles les plus éloignées qui habitent en montagne. Aujourd'hui, ces premières fillettes sont devenues des femmes et des moteurs dans leur village. De plus, en dehors des heures d'enseignement, toute une éducation informelle est développée : cuisine, théâtre...

Les animateurs avaient aussi créé des foyers de garçons mais ils n'existent plus aujourd'hui car l'éducation des garçons est très largement développée en Inde.

Ces résultats ont été obtenus grâce entre autres à des manifestations silencieuses. Les villageois descendaient régulièrement à Pune par milliers. Tout cela en un ou deux ans au début des années quatre-vingts. Au commencement, ces manifestations se produisaient dans la région du sud-ouest de Pune, puis elles se sont étendues. C'était il y a trente ans. À l'époque, il était difficilement envisageable pour les basses castes de prendre ainsi la parole : ils se faisaient régulièrement battre.

Le deuxième témoignage de la journée sera celui d'une femme : Kusum Sonavne. Au début des années quatre-vingts, elle allait de village en village pour travailler. C'est ainsi qu'elle a rencontré Guy Poitevin, sous un arbre, en attendant le bus. Comme celui-ci passait peu souvent, ils ont eu le temps de discuter. Kusum Sonavne était très étonnée qu'un homme blanc lui adresse la parole, en marathi qui plus est. Lorsque le bus est arrivé, Guy Poitevin lui a proposé qu'ils se rencontrent une seconde fois. Il ferait le déplacement jusqu'à son village. Ils avaient déjà abordé le problème de la scolarisation et de l'ouverture d'une école maternelle dans le village de Kusum Sonavne. Guy Poitevin souhaitait poursuivre cette discussion.

Lors de cette rencontre, l'Association des pauvres de la montagne a demandé aux villageois de choisir une femme pour participer à une réunion de femmes à Pune. Ils ont désigné Kusum Sonavne.



Kusum Sonavne, animatrice de l'Association des pauvres de la montagne.

Malgré de fortes pressions familiales, elle y est allée en prenant le bus. Au début, elle appréhendait : participer à une réunion à Pune avait quelque chose d'effrayant. Elle allait voir un étranger à Pune. Elle avait envie de pleurer. Elle demandait à Dieu de la sauver. Quand elle est arrivée, elle a vu des sacs et en a déduit que d'autres femmes étaient présentes, ce qui l'a rassurée. La réunion a débuté par des chants. Kusum Sonavne a chanté elle aussi et les autres femmes l'ont applaudie. Puis elles ont entamé la discussion en parlant des problèmes d'accès à l'eau potable, du fait de devoir marcher longtemps et très loin, du fait que leur village avait un puits mais qu'elles n'avaient pas le droit d'y toucher car elles étaient « mahar » (intouchables)...

Au cours de cette réunion, les femmes ont décidé de manifester en ville. Elles y sont allées en grand nombre. La municipalité a tenté d'étouffer l'affaire en leur demandant de nommer des représentantes et de revenir pour discuter, mais elles ont refusé en rétorquant que c'était à la municipalité de se déplacer et de venir échanger avec elles dans leurs villages. C'est ainsi que Kusum Sonavne a fait ses débuts dans l'association.

Dans son village, l'institutrice participait également aux meetings de l'association mais, en raison de pressions qu'elle subissait, elle a cessé d'enseigner. Kusum Sonavne a pris sa suite. Les cours se déroulaient au temple, interdit aux intouchables. Des villageois l'ont donc chassée du temple et humiliée. Ils ont détruit le mobilier de l'école. Avec l'aide d'animateurs de l'association, elle a porté plainte. À force d'insister, la police a fini par l'écouter et à enfermer les villageois qui l'avaient agressée. Suite à cela, les notables du village, les agriculteurs notamment, ont décidé de boycotter les mahar en ne faisant plus appel à eux pour les travaux des champs. Mais comme l'association épaulait Kusum Sonavne, elle avait de moins en

moins peur et assumait totalement ses choix. Le boycott s'est arrêté. Une majorité des mahar du village se sont ralliés à elle. De plus en plus de personnes participaient aux réunions qu'elle organisait. Elle a commencé à interpeller les cantons voisins. Depuis, les villageois font souvent appel à elle pour les aider à régler certains problèmes : une femme tuée pour une dot ; une fille violée... Ses actions au sein de l'association l'ont même motivée pour se présenter aux élections du conseil de village.

Suite à ces premiers témoignages, nous revenons sur le système des castes et son évolution aujourd'hui. Selon les animateurs, la situation progresse. La loi est de plus en plus appliquée et respectée. L'intouchabilité recule. Pour Kusum Sonavne, par exemple, avant lorsqu'elle arrivait dans un village, tout le monde disait : « *Elle est mahar* ». Aujourd'hui, les habitants n'y pensent plus.

Les castes sont interdites par la Constitution indienne. Cependant, le gouvernement maintient cette ségrégation par de la discrimination positive. Ainsi, des quotas de castes les plus basses existent dans certaines professions et dans les universités. Pour les animateurs, ce système de quotas est un bien pour un mal : il légitime et entretient le système des castes sans aborder le fond des problèmes.

Nous notons que les animateurs participent à l'évolution des mentalités. L'une d'entre eux nous donne son exemple. Un de ses fils est malade alcoolique. Il ne se soigne pas. Elle conseille à sa belle-fille de le quitter et de refaire sa vie. Autre exemple : une des animatrices a reçu récemment son neveu et sa femme. Le couple ne parvient pas à avoir d'enfant. Alors que leurs proches disent à l'homme de quitter sa femme et de refaire sa vie, l'animatrice leur explique que la solution est d'aller voir un médecin ensemble et de faire des examens tous les deux.

En fin de réunion, les animateurs reviennent sur les projets et les futurs chantiers de l'association. Ils souhaitent poursuivre la sensibilisation des paysans face aux risques de la vente de leurs terres ; empêcher, ralentir le rachat des terres aux paysans ; renforcer la place des femmes sur la prise de décision ; renforcer la démocratie locale, les institutions locales ; faire devenir les villageois des citoyens actifs et développer l'autoformation.

Village de Dhamanohol : le souci lié au rachat des terres par une compagnie privée



Ce matin, direction le village de Dhamanohol où nous resterons deux jours. Ce village accueille aussi un foyer de fillettes. Nous passons d'ailleurs la première partie de la journée avec

elles. Puis une réunion de village s'organise. Les villageois sont nombreux et souhaitent échanger avec nous sur le souci lié au rachat des terres par une compagnie privée. Ils nous racontent que la compagnie a missionné des agents au village pour



Avant l'école, les fillettes vont à la rivière aider les femmes à rapporter de l'eau pour la journée.

racheter les terres des villageois. Cependant, les acheteurs ne se sont pas présentés comme tels et les villageois ont vendu. Aujourd'hui, certains d'entre eux doivent quitter leurs terres.

Actuellement, 75 % des terrains sont déjà vendus. Pour les 25 % restants, la compagnie devrait réussir à les acquérir via le plan gouvernemental de sauvegarde des forêts par lequel l'État va racheter les terres et les vendre à la compagnie.

Cela fait maintenant dix ans que la vente des terrains a débuté. Les villageois n'en ont pas mesuré les conséquences. Au début, ils vendaient et personne ne venait leur demander quoi que ce soit. Mais aujourd'hui la compagnie leur demande de quitter les terrains. Pourquoi ont-ils vendu ? Parce qu'ils avaient besoin d'argent pour la dot, pour marier leurs filles ou parce qu'ils étaient endettés.

Actuellement, les habitants poursuivent l'exploitation des terres mais ils vont être expulsés. Cependant, le gouvernement tarde à viabiliser le village. Deux choix s'offrent à eux : rester sur des terres sans infrastructure ou vendre au gouvernement. Environ 900 personnes réparties sur trois villages sont concernées ; 1 700 acres ont déjà été



Nous découvrons les paysages de la région de Dhamanohol lors d'une promenade avec les animateurs.

vendus ; il leur en reste 600. Les habitants ont mis du temps à comprendre la stratégie de la compagnie.

Depuis, les habitants ont adopté trois positions : ne plus vendre les terres même au gouvernement, sauf si c'est pour la construction de routes ; ne plus vendre à n'importe quel prix les terres ; et enfin demander à la compagnie de respecter ses promesses quant à l'embauche des paysans. La compagnie souhaite y développer l'écotourisme. Les habitants aimeraient négocier des emplois, par exemple d'entretien des terres, et la possibilité de pouvoir cultiver quelques terres.



Les fillettes du foyer chantent et jouent le rachat des terres par la compagnie privée.

Jan Brouwer, anthropologue : se libérer de tout ce qui rattache au réel



De retour à Pune, nous rencontrons Jan Brouwer, anthropologue d'origine hollandaise et de nationalité indienne. Nous revenons avec lui sur la société indienne et son fonctionnement. Il nous apporte son point de vue. Pour débuter sa démonstration et nous donner un exemple concret, il aborde la circulation routière et le désordre que cela suscite. Personne ne respecte le code de la route. Les files d'attente n'existent pas en Inde. Pourquoi les Européens s'y plient et pas les Indiens ?

Pour y répondre, il évoque la religion hindoue. Pour l'hindou, après la mort, il faut réussir à se libérer de tout ce qui rattache au monde réel. Toute la vertu se trouve dans la réalisation de ce but. Si vous vous êtes bien conduit durant votre vie, vous atteindrez cet ultime niveau de pureté. Pour atteindre cette pureté, il faut montrer de son vivant qu'on est également détaché de ce monde, d'où l'atomisation de la société, d'où cette volonté de se réaliser individuellement dans le monde. Les brahmanes sont ceux qui se rapprochent le plus de cette vertu.

Jan Brouwer nous donne une illustration de cette organisation de la société : aujourd’hui, en Inde, le secteur des nouvelles technologies explose. Pourquoi les Indiens sont-ils si forts ? Parce qu’ils peuvent créer et faire de l’argent tout en restant seuls, en travaillant de façon totalement indépendante. Un problème se pose cependant quand il s’agit de créer des logiciels. C’est un travail d’équipe et ils ne savent pas travailler ainsi. Jan Brouwer intervient et fait des formations dans ce cadre pour les aider à progresser. Ils ont besoin d’apprendre à parler en groupe, à s’écouter.

Nous nous demandons comment cette société peut fonctionner ainsi avec un milliard d’hommes. C’est

là qu’interviennent les castes qui vont un peu à l’encontre de cet individualisme. Mais ce système aboutit à un extrême : l’intouchabilité. Cette référence à la pureté sert à classer le groupe selon son degré de pureté.

Cette analyse nous étonne car, pour nous, elle vient en contradiction avec les actions observées dans les villages, les actions réalisées par l’association. Selon Jan Brouwer, les villages sont organisés en communauté : c’est justement une réponse à l’individualisme de la société. D’ailleurs, cela nous éclaire sur les résistances des paysans à mutualiser les terres et à produire pour la collectivité sur les terres restantes.



Village de Kolawade : les femmes ont su s'affirmer

Ce jour-là, nous devons participer à une réunion de femmes. Cependant, un habitant du village est décédé à Bombay. Le rite funéraire s'est donc mis en place. Dans les vingt-quatre heures, le corps sera rapatrié dans son village d'origine pour y être incinéré par le fils aîné (ou un autre homme de la famille quand il n'y a pas de fils). Dans tous les cas, les femmes et les enfants n'y participent pas. Les cendres seront ensuite dispersées dans une rivière, dans le sol, dans l'air... Elles ne seront pas conservées car les hindous considèrent que l'âme a quitté le corps depuis longtemps et ils ne vouent aucun culte à leurs morts. La famille se réunira juste quinze jours et un an après.

La réunion débute. Des hommes y participent également. Les femmes nous expliquent le pourquoi des réunions et l'origine de celles-ci. C'est le problème de l'accès à l'eau qui a d'abord réuni les femmes du village. Elles ont suivi la méthodologie de l'association, se sont mobilisées et ont rencontré les élus politiques. Elles nous racontent qu'elles avaient aussi des soucis avec les hommes qui étaient malades alcooliques et refusaient de se soigner. Elles ont décidé de leur donner un ultimatum : soit ils cessent de boire, soit ils doivent se raser la tête devant le village. Elles soulignent que cela aurait été inimaginable il y a vingt-cinq ans.

Une fois tous les deux mois, est organisé le conseil de village. Poussées par l'animatrice de l'association, les femmes y participent, désormais, et osent prendre la parole.

Ubhebai, l'animatrice, revient sur le fonctionnement de l'association du village que nous avons visité précédemment. Dans ce village, l'animation est faite par un homme uniquement. Il ne motive donc pas suffisamment les femmes à participer à la vie du village. C'est pourquoi l'association insiste pour que les équipes d'animateurs soient des binômes mixtes.



Pour les femmes réunies ce jour-là, tout problème a une solution.

Les femmes ont dû s'affirmer, montrer à travers leurs chants qu'elles pouvaient dénoncer et aussi se battre. Guy Poitevin en a d'ailleurs fait un recueil : *Les chants de la meule*. Les femmes nourrissent leurs chants de revendications politiques. Le message se diffuse rapidement car les Indiens ont une culture orale très développée.

Ubhebai, l'animatrice, travaille également beaucoup autour de la reconnaissance des droits des intouchables. Au départ, elle a rencontré de réelles difficultés car le village est de caste élevée et elle était seule à se battre, à rappeler la Constitution et les droits des intouchables. Petit à petit, la situation a progressé. Ils sont davantage respectés et intégrés dans le village.

En fin de réunion, nous demandons comment les hommes ont vécu cette prise de pouvoir par les femmes. Le maire du village nous précise qu'elles ont joué un rôle énorme dans la lutte contre l'alcoolisme par exemple. Par des actions concrètes et symboliques, elles ont réussi à faire progresser les conditions de vie du village. Le maire est aujourd'hui persuadé qu'elles ont un rôle important à jouer et il leur apporte tout son soutien.

Enfin, nous leur demandons si l'action de l'asso-

ciation a eu un impact sur les rapports hommes/femmes/enfants au sein des foyers. Le principal changement, selon les femmes, est la place accordée désormais aux petites filles et l'importance donnée à leur éducation. Le fils d'Ubhebai intervient pour évoquer son exemple. Il nous explique que pour pouvoir étudier, il a dû travailler en parallèle. Et c'est le courage de sa mère et ses combats qui l'ont motivé. D'ailleurs, il précise que chez lui, il cuisine. Pour lui, un homme doit aider sa femme dans les tâches de la vie quotidienne.

Nous revenons enfin sur un sujet épique : les violences conjugales. Le groupe de femmes lutte contre. Elles tentent de régler au maximum les problèmes à l'amiable et si cela ne marche pas, elles vont en justice. La plupart du temps, ces violences sont liées à la dot : les parents de la femme ne pouvant pas payer, la belle-famille fait pression en la battant. Le libre choix du conjoint



Rencontre avec les habitants d'un village tribal

n'existe pas encore totalement. Les parents des filles et des garçons choisissent deux ou trois personnes. Et les enfants doivent sélectionner parmi elles. Cependant, aujourd'hui, les parents n'imposent presque plus car ils ont conscience que cela ne marchera pas.



Village de Puntamba : des interlocuteurs choisis

Après de très longues heures de route, nous arrivons au village de Puntamba.

Nous devons assister à une nouvelle réunion de femmes. Celles-ci nous font un très bon accueil. Elles ont revêtu leurs plus beaux saris. Elles nous présentent fièrement leur maison, leur cuisine, leur jardin... Les familles semblent beaucoup plus aisées que dans les villages précédents.

La réunion débute mais c'est un homme qui prend la parole. Il nous explique le fonctionnement de la coopérative qu'il préside. Le principal rôle de celle-ci est de négocier des emprunts bancaires pour les agriculteurs. Selon lui, les taux d'intérêt seraient passés de 13 % à 6 %.

Ensuite, trois autres personnes témoignent de leur expérience au sein de l'Association des pauvres de la montagne. Poussé par Guy Poitevin, le premier a étudié et publie aujourd'hui avec le CCRSS un livre sur les mythes des populations dites « arriérées » dont il est issu. À sa suite, une femme

prend la parole. Elle raconte comment, grâce à l'association, elle a travaillé autour des questions liées à l'environnement, les tribus à réhabiliter, les travailleurs migrants, la lutte contre les addictions...

Le troisième témoignage est celui d'une femme qui était ouvrière agricole et qui, grâce à l'association, a obtenu un microcrédit. Aujourd'hui, elle cultive ses propres terres et rembourse son crédit. L'association sert souvent d'intermédiaire pour que les femmes obtiennent des financements.

La fin d'après-midi approche et toujours pas de groupe de femmes. Nous apprenons par la suite que les personnes ayant témoigné sont de classe moyenne et ont en réalité évincé le groupe de femmes car elles devaient notamment nous parler des inconvénients du microcrédit. Les animateurs n'ont pas osé s'interposer pour stopper la rencontre car ils avaient peur de gâcher le travail débuté depuis vingt ans dans la région.



Bilan : le travail remarquable des animateurs, en particulier des femmes

C'est notre dernier jour. C'est une journée de détente, de visites, d'achats... Nous prenons, tout de même, le temps de faire le bilan du séjour avec les animateurs.

Ils souhaitent évoquer l'incident de la veille et nous en donnent les raisons. Ils en ont tiré des leçons et, désormais, ils se rendront systématiquement dans les villages la veille des rencontres pour les caler davantage.

D'une façon plus générale, ils reviennent sur notre séjour. Ils ont apprécié nos échanges. Cela les questionne et leur fait entrevoir les améliorations possibles : favoriser la participation des femmes aux réunions, le renouvellement des animateurs, la sensibilisation des plus jeunes à l'action de l'Association des pauvres de la montagne, développer les échanges avec les agriculteurs français (et notamment sur des techniques facilement applicables en Inde comme l'agriculture biologique)...

Notre groupe prend également la parole et souligne unanimement le travail remarquable réalisé par les animateurs, et particulièrement par les femmes. Le fait que l'association travaille sur les notions de citoyenneté et de droits civiques, et non sur la compassion, nous semble très important. Nous avons également beaucoup apprécié la dynamique rurale locale développée et nous leur précisons qu'en France, nous avons des enseignements à en dégager...

Association Guy-Poitevin – Inde-Mayenne (GPIM)

7, rue Henri-IV – 53290 Bierné

Mél. asso-gpim@laposte.net

Site Internet : www.guy-poitevin.inde-mayenne.org



Bilan avec les animateurs et Hema Raikar, veuve de Guy Poitevin.